

K. Marx

Lettre à L. Kugelmann

4 février 1871

Cher Kugelmann¹,

C'est avec un profond regret que j'ai appris par ta dernière lettre que ton état de santé a empiré de nouveau. Quant à moi, ma santé fut passable pendant les mois d'automne et d'hiver, quoique la toux que j'ai contractée lors de mon dernier séjour à Hanovre dure encore actuellement.

Je t'avais adressé le numéro du *Daily News* qui contenait ma lettre. Il a probablement été saisi, comme les envois précédents. Je te joins cette fois la coupure ainsi que la première Adresse du Conseil général. A vrai dire, la lettre ne contenait rien d'autre que des faits, mais elle n'en a justement que plus de portée.

Tu sais quelle opinion j'ai des héros de la *classe bourgeoise*². MM. Jules Favre (fameux depuis le gouvernement provisoire et l'époque de Cavaignac) et Cie ont cependant dépassé mon attente. Ils ont commencé par permettre à ce *sabre orthodoxe*³, à ce *crétin militaire*⁴ c'est ainsi que Blanqui caractérisait Trochu à juste raison, de réaliser son « plan ». Ce plan consistait simplement à prolonger la *résistance passive* de Paris jusqu'à la dernière extrémité, c'est-à-dire jusqu'à l'état de famine⁵ et, par contre, de limiter l'offensive à des manœuvres simulées, à des sorties platoniques⁶. Ce n'est pas là une simple « supposition » de ma part. Je

¹ Dans ses lettres à Kugelmann, Marx donne une appréciation de la Commune de Paris; il y résume l' « expérience historique d'une portée immense, un certain pas en avant de la révolution prolétarienne universelle, un pas réel bien plus important que des centaines de programmes et de raisonnements ». (LÉNINE : *L'État et la révolution*, ouvrage cité, p. 447.)

À propos de la lettre de Marx, datée du 12 avril, Lénine écrivait en 1907 : « Une lettre que nous afficherions chez tout social-démocrate russe, chez tout ouvrier russe sachant lire ». (LÉNINE : Préface aux « Lettres de Marx à Kugelmann », Marx, Engels, *Marxisme*, p. 169, Moscou, 1947.)

Au sujet de cette lettre à Kugelmann, Lénine écrit :

Marx formule « mieux, d'une façon plus claire et plus précise » les déductions éminemment importantes pour la théorie marxiste de l'État, qu'il a faites en s'inspirant de l'expérience historique universelle de la Commune. Il est clair que la lettre d'avril (12 avril 1871) de Marx exprime la même pensée, qui est entrée dans l'Adresse du Conseil général de l'Internationale, écrite à la fin du mois de mai (datée du 30 mai 1871). Ce qui dans la Guerre civile est appelé « appareil d'État tout fait », dans la lettre du 12 avril 1871, est appelé « machine bureaucratique et militaire »; ce qui dans la Guerre civile est exprimé par les mots « mettre la main », est formulé d'une façon plus précise, plus claire et meilleure : « faire passer en d'autres mains ». En outre, il y a là une addition qui n'existe pas dans la Guerre civile et qui est particulièrement frappante : non pas faire passer toute faite en d'autres mains, mais briser. C'est ce qu'entreprend la Commune; malheureusement elle ne put en venir à bout. (LÉNINE : *Le Marxisme et l'État*, Moscou, 1932, p. 18.)

Dans la lettre de Marx à Kugelmann, datée du 17 avril, Lénine souligne combien Marx tenait en haute estime l'initiative historique des masses. Lénine oppose ce jugement de Marx aux jugements des menchéviks russes sur la Révolution de 1905. il montre l'abîme qui existe sur ce point entre Marx et Plékhanov, lequel, après la défaite de la Révolution de 1905, en arrive à cette pusillanime conclusion opportuniste : « il ne fallait pas prendre les armes ».

« Le plus profond des penseurs s'incline, lui qui a prévu six mois auparavant un échec, devant l'initiative historique, des masses; et, d'autre part, celle déclaration sans vie, sans âme, cette déclaration de pédant : « Il ne fallait pas prendre les armes ! » n'est-ce pas le contraste du ciel et de la terre ?... Marx savait voir aussi qu'à certains moments de l'histoire une lutte désespérée des masses, même pour une cause perdue d'avance, est indispensable, pour l'éducation ultérieure de ces masses elles-mêmes, pour les préparer à la lutte suivante. (LÉNINE : Préface aux « Lettres de Marx à Kugelmann », Marx, Engels, *Marxisme*, p. 170-172, Moscou, 1947.)

Et si l'expérience de la défaite subie par la Commune de Paris a beaucoup donné à Marx pour sa théorie de l'État, l'expérience du prolétariat victorieux de l'U.R.S.S., dont la signification historique mondiale est encore plus considérable, a fourni une riche documentation à Lénine pour continuer à élaborer la théorie marxiste de la révolution, de l'État et de la dictature du prolétariat.

² En anglais dans le texte (*middle class heroes*).

³ En français dans le texte.

⁴ En français dans le texte.

⁵ En anglais dans le texte (*starvation point*).

⁶ En français dans le texte.

connais le contenu d'une lettre que Jules Favre a lui-même écrite à Gambetta, et où il se plaint de n'avoir pu, ni lui ni ceux des autres membres du gouvernement qui étaient blottis à Paris, pousser Trochu à de sérieuses mesures d'offensive. Trochu répondait toujours que la « démagogie parisienne » aurait ainsi le dessus. Gambetta lui répondit : « Vous avez prononcé votre condamnation ⁷ ». Plutôt que de battre les Prussiens, Trochu trouvait bien plus important de réprimer les Rouges à Paris, avec ses gardes du corps bretons qui lui rendaient les mêmes services que les Corses à Louis Bonaparte. Tel est le véritable secret des défaites non seulement à Paris, mais partout en France, où la bourgeoisie a agi d'après le même principe, d'accord avec la majorité des autorités locales.

Après que le plan de Trochu eut été mené jusqu'à son apogée ⁸ jusqu'à ce que Paris dût se rendre ou mourir de faim, Jules Favre et Cie n'avaient tout simplement qu'à suivre l'exemple du commandant de la citadelle de Tout. Il ne capitula pas. Il déclara simplement aux Prussiens que le manque de vivres le forçait à abandonner la défense et à leur ouvrir les portes. Ils pouvaient donc faire ce qui leur plairait.

Mais Jules Favre ne se contenta pas de signer une capitulation formelle. Après avoir déclaré que lui-même, ses collègues du gouvernement de Paris, étaient prisonniers du roi de Prusse, il eut l'impudence d'agir au nom de la France tout entière. Que savait-il de l'état de la France en dehors de Paris ? Absolument rien, sauf ce que Bismarck avait la gracieuseté de lui communiquer.

Mieux encore. Ces messieurs les prisonniers du roi de Prusse ⁹ vont plus loin et déclarent que la partie libre encore du gouvernement français à Bordeaux a perdu ses pleins pouvoirs et ne peut plus agir que d'accord avec eux, les prisonniers du roi de Prusse. Et, puisque comme prisonniers de guerre, ils ne pouvaient agir que sous la dictée de leurs vainqueurs, ils proclament ainsi *de facto* le roi de Prusse autorité suprême en France.

Louis Bonaparte lui-même, après avoir capitulé et s'être rendu à Sedan, eut plus de pudeur. Répondant aux propositions de Bismarck, il déclara qu'il ne pouvait s'engager dans aucune négociation ayant, comme prisonnier des Prussiens, cessé de jouir en France d'une autorité quelconque. J. Favre pouvait tout au plus, sous condition, accepter un armistice pour toute la France, c'est-à-dire sous réserve de la ratification de cet accord par le gouvernement de Bordeaux, qui seul alors avait qualité et pouvoir de convenir des clauses de cette trêve avec les Prussiens. Cela n'aurait certes pas permis à ces derniers d'exclure de l'armistice la partie orientale du théâtre de la guerre. Cela n'aurait certes pas permis aux Prussiens d'arrondir, d'une façon si avantageuse, leur zone d'occupation !

Rendu insolent par l'usurpation commise par ses prisonniers qui, comme tels, continuaient à jouer au gouvernement français, Bismarck intervient sans gêne ¹⁰ dans les affaires intérieures de la France. Il proteste, le gentilhomme, contre le décret de Gambetta relatif aux élections générales à l'Assemblée ¹¹ sous prétexte qu'il porte atteinte à la liberté électorale. Vraiment ¹² ? Gambetta aurait dû répondre par une protestation contre l'état de siège et contre les diverses entraves qui, en Allemagne, anéantissent la liberté des élections au Reichstag.

Je souhaite que Bismarck s'en tienne à ses conditions de paix ! 400 millions de livres sterling comme contribution de guerre, la moitié de la dette anglaise ! Les bourgeois eux-mêmes comprendront. cela ! Ils finiront peut-être par comprendre que, dans le pire des cas, ils ne peuvent que gagner à la continuation de la guerre.

La populace ¹³, du grand monde et du vulgaire, ne juge que par l'aspect de la façade, le succès immédiat. Pendant vingt ans, elle a fait l'apothéose de Louis Bonaparte dans le monde entier ¹⁴. En fait, même à son apogée, je l'ai toujours démasqué comme une canaille médiocre ¹⁵. J'ai la même opinion du junker Bismarck. Néanmoins, je ne tiens pas Bismarck pour aussi sot qu'il le paraîtrait si sa diplomatie était sans contrainte. Cet homme a été empêtré par la chancellerie russe dans des filets que seul un lion pourrait déchirer, et il n'est pas un lion.

Par exemple, Bismarck exige que la France lui livre ses vingt meilleurs vaisseaux de guerre et, dans l'Inde, Pondichéry. Une telle idée ne pourrait émaner d'un véritable diplomate prussien. Il saurait, en effet, que Pondichéry, une fois prussienne, ne serait qu'un gage prussien entre les mains de l'Angleterre; que celle-ci, si elle le veut, peut capturer les vingt vaisseaux prussiens avant qu'ils soient entrés dans la Baltique, et que de telles exigences ne peuvent avoir, du point de vue prussien, que le but absurde d'inspirer de la défiance à John Bull avant que les Prussiens soient hors des fourrés français ¹⁶.

⁷ En français dans le texte.

⁸ En anglais dans le texte (*climax*).

⁹ En français dans le texte.

¹⁰ En français dans le texte.

¹¹ En français dans le texte.

¹² En anglais dans le texte (*indeed !*).

¹³ En anglais dans le texte (*mob*).

¹⁴ En anglais dans le texte (*all over the world*).

¹⁵ En français dans le texte.

¹⁶ En anglais dans le texte (*out of the French wood*).

Mais la Russie avait intérêt à amener précisément ce résultat pour s'assurer davantage encore le vasselage de la Prusse. En fait, ces exigences ont amené un revirement complet même dans la pacifique classe moyenne d'Angleterre. Maintenant, tout le monde réclame la guerre à grands cris. Cette provocation adressée à l'Angleterre et cette menace à ses intérêts, affolent même les bourgeois. Il est plus que vraisemblable que, grâce à cette « sagesse » prussienne, Gladstone et Cie seront mis à la porte du ministère et remplacés par un cabinet qui déclarera la guerre à la Prusse¹⁷.

D'autre part, en Russie, la perspective est peu rassurante. Depuis la métamorphose de Guillaume en empereur, le parti vieux-moscovite, anti-allemand, avec l'héritier du trône en tête, a complètement repris le dessus. Et il a l'opinion publique pour lui. Il n'entend rien à la subtile politique de Gortchakov.

Aussi est-il probable que le tsar devra ou bien changer complètement l'orientation de sa politique extérieure, ou bien qu'il devra mordre la poussière¹⁸ comme ses prédécesseurs Alexandre 1er, Paul et Pierre III.

Si, en Angleterre et en Russie, un semblable bouleversement de la politique avait lieu simultanément, qu'advierait-il de la Prusse¹⁹ en un moment où ses frontières du Nord-Est et du Sud-Est sont ouvertes à n'importe quelle invasion, où la force armée de l'Allemagne est épuisée ? Ne pas oublier que l'Allemagne prussienne a envoyé, depuis le début de cette guerre jusqu'à maintenant, 1 000 000 hommes en France, et qu'il n'en reste plus qu'environ 700 000 sur pied !

Malgré l'apparence du contraire, la situation de la Prusse n'est donc rien moins qu'agréable²⁰.

Si la France tient, si elle utilise l'armistice à la réorganisation de son armée et donne enfin à la guerre un caractère vraiment révolutionnaire, et ce rusé de Bismarck fait tout son possible à cette fin²¹, le jeune Empire borusso-germanique pourrait bien encore recevoir en baptême une bâtonnade tout à fait inattendue.

Ton KARL MARX.

(Dans cette lettre se trouvait une coupure du Daily News de Londres, où Marx avait publié une lettre datée du 6 janvier 1871, dont voici la traduction. La rédaction du Daily News lui avait donné pour titre : « La liberté de la presse et de la parole en Allemagne ».)

Monsieur.

Lorsque Bismarck accusa le gouvernement français d'« avoir rendu impossible en France l'expression libre de l'opinion par la presse et les représentants nationaux », il n'avait guère en vue de faire une simple plaisanterie berlinoise. Si vous désirez faire connaissance avec la « véritable » opinion française, adressez-vous, s'il vous plaît, à M. Stieber, éditeur du *Moniteur* de Versailles et notoire mouchard prussien :

Sur l'ordre exprès de Bismarck, MM. Bebel et Liebknecht ont été arrêtés sous l'inculpation de haute trahison, tout simplement parce qu'ils avaient osé remplir leur devoir de représentants nationaux allemands, c'est-à-dire de protester au Reichstag contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, de voter contre de nouveaux crédits de guerre, d'exprimer leur sympathie envers la République française et de dénoncer la tentative de transformer l'Allemagne en une vaste caserne prussienne. Pour avoir exprimé des vues semblables, les membres du Comité social-démocrate de Brunswick sont traités, depuis le début de septembre dernier, comme des galériens et sont toujours sous le coup de risibles poursuites pour haute trahison. Le même sort s'est abattu sur de nombreux travailleurs qui diffusèrent le manifeste de Brunswick. Sous des prétextes analogues, M. Hepner, second rédacteur du *Volksstaat* de Leipzig, est inculpé de haute trahison. Les rares journaux indépendants allemands qui existent en dehors de la Prusse sont interdits dans les domaines des Hohenzollern. Les meetings des ouvriers allemands, en faveur d'une paix honorable pour la France, sont dispersés journellement par la police, en vertu de la doctrine officielle prussienne que le général Vogel de Falkenstein a naïvement formulée, suivant laquelle tout Allemand est coupable de haute trahison qui essaye de s'opposer aux objectifs de l'état-major prussien en France. Si MM. Gambetta et Cie étaient forcés, comme les Hohenzollern, d'opprimer par la violence l'opinion populaire, ils n'auraient qu'à employer la méthode prussienne et, sous prétexte de guerre ils proclameraient l'état de siège par toute la France. Les rares soldats français se trouvant en territoire allemand végètent dans les geôles prussiennes. Mais le gouvernement prussien se sent obligé cependant de maintenir rigoureusement l'état de siège, c'est-à-dire la forme la plus brutale et la plus révoltante du despotisme militaire, la suppression de toute loi. Le sol français est infesté par environ un million d'envahisseurs allemands. Et cependant le gouvernement français peut, en toute sécurité, renoncer à cette méthode prussienne d'« assurer l'expression libre de l'opinion ». Comparez ces deux tableaux ! L'Allemagne, cependant, a montré qu'elle est un

¹⁷ En anglais dans le texte (*Will be kicked out of office and supplanted by a ministry declaring war against Prussia*).

¹⁸ En anglais dans le texte (*that he will be obliged to kick the bucket*).

¹⁹ En anglais dans le texte (*where would Prussia be*).

²⁰ En anglais dans le texte (*anything but pleasant*).

²¹ En anglais dans le texte (*to this end*).

²² Prussien.

champ trop étroit pour l'enthousiasme débordant de Bismarck envers la liberté d'opinion. Lorsque les Luxembourgeois donnèrent libre cours à leur sympathie envers la France, Bismarck fit de cette expression de sentiment l'un de ses prétextes pour dénoncer le traité de neutralité de Londres. Lorsque la presse belge commit un péché semblable, l'ambassadeur prussien à Bruxelles, Herr von Balan, invita le ministre belge à supprimer non seulement tous les articles anti-prussiens dans les journaux, mais empêcha même la publication des nouvelles destinées à encourager les Français dans leur guerre d'indépendance. Exigence bien modeste, en vérité : suspendre la Constitution belge *pour le roi de Prusse*²³. A peine quelques journaux de Stockholm se permirent-ils de lancer quelques plaisanteries inoffensives sur la bigoterie célèbre de Guillaume-Annexandre²⁴, que Bismarck s'abattit sur le Cabinet suédois, avec des lettres menaçantes. Même sous le méridien de Saint-Pétersbourg, il lui appartenait de découvrir une presse trop licencieuse. Sur sa simple demande, les éditeurs des principales feuilles pétersbourgeoises furent appelés auprès du censeur en chef qui leur ordonna de s'abstenir de toute remarque critique sur le fidèle vassal prussien du tsar. L'un de ces éditeurs, M. Zagouliaiev, eut l'imprudence de dévoiler dans les colonnes du Goloss le secret de cet *avertissement*. Aussitôt la police russe lui sauta dessus et l'expédia dans quelque province éloignée. Ce serait une erreur de croire que ces procédés de gendarme sont à attribuer uniquement au paroxysme de la fièvre guerrière. Ils constituent bien plutôt la véritable application méthodique de l'esprit de la loi prussienne.

En fait, le code pénal prussien contient une disposition particulière en vertu de laquelle tout étranger peut être poursuivi, dans son propre pays ou dans un autre, pour ses actes ou ses écrits, « pour insulte au roi de Prusse » et « haute trahison envers la Prusse ». La France - et sa cause est heureusement loin d'être désespérée - combat en ce moment non seulement pour sa propre indépendance nationale, mais pour la liberté de l'Allemagne et de l'Europe.

Votre dévoué

KARL, MARX.

Londres, le 16 janvier.

²³ En français dans le texte.

²⁴ Annexandre : jeu de mots pour dire l'annexeur.